

Goodyear: la lutte continue

Amiens-Nord, les 400 salariés présents vendredi 31 mai à la réunion d'information organisée par le syndicat CGT ont décidé une opération « usine morte » à partir de 4 h du matin le lundi 3 juin pendant qu'une délégation partirait à l'audience du Tribunal de Nanterre afin de contester pour la 4ème fois la validation du plan de licenciement des 1173 salariés de l'usine d'Amiens Nord.

Les salariés ont bloqué l'entrée et la sortie des marchandises aux alentours de l'usine en brûlant des pneus. La direction, comme à son habitude a fait intervenir l'Inspection du Travail sur le site, considérant que des salariés étaient empêchés d'accéder à l'usine. Les inspecteurs ont donné raison aux grévistes, estimant que le personnel était libre d'entrer et de sortir.

A Nanterre, Fiodor Rilov l'avocat de la CGT et du CCE a démontré dans sa plaidoirie que le projet de fermeture du site d'Amiens Nord par le groupe GOOD YEAR découle en fait de la mise en œuvre d'une délocalisation masquée vers TITAN orchestrée depuis longtemps et dont les salariés devraient faire les frais.

La CGT syndicat ultra-

majoritaire (86 % tous collègues confondus) depuis plusieurs élections s'y oppose depuis 7 ans avec l'assentiment des salariés. Les constats d'huissiers donnent raison à la CGT: **il s'agit d'une délocalisation masquée via des transferts d'actifs de GOOD YEAR vers TITAN, sans que la production ne se fasse sur Amiens.**

Montebourg a enterré Goodyear à Amiens. En 2012 avec une casquette de soutien au candidat Hollande, Montebourg l'actuel ministre du « rabaissement productif » annonçait en cas de victoire de la gauche des lois contre les licenciements, à grands renforts d'empathie avec les salariés en lutte. En 2013, alors que les sociaux-démocrates sont au pouvoir depuis un an, l'inégalable Montebourg finalise sa déclaration de ministre en déclarant que la direction (de GOOD YEAR) allait poursuivre la procédure d'information et de consultation sur son projet de fermeture. Il a même ajouté que le gouvernement socialiste allait demander à l'entreprise de proposer des mesures exemplaires d'accompagnement visant à permettre aux salariés licenciés de retrouver au plus vite un emploi.

De qui se moque t-on !!!

Les salariés ne viennent pas chercher un chèque de départ, ils veulent seulement travailler pour vivre dignement et ils le prouvent chaque jour. « Communistes » soutient leur lutte sans réserve.

Le salaire des profs baissé de 20% ?

Le gouvernement socialiste prépare un projet de décret pour le 17 juin : selon ce décret les professeurs du primaire et du secondaire commenceraient leur carrière à l'échelon 1 au lieu de l'échelon 3 actuellement. La différence est de taille, le salaire de l'échelon 1 est de 1600 euros bruts au lieu de 2000 euros à l'échelon 3

C'est une véritable provocation. Les enseignants débutants français sont, selon l'OCDE, (Organisation de Développement et de Coopération Economique) parmi les plus mal payés, 10% au-dessous de la moyenne.

Pour suivre l'actualité de cette journée d'action
www.sitecommunistes.org

TURQUIE : la lutte se renforce

Depuis plusieurs semaines à Istanbul, Ankara, dans plus de 70 villes, partout dans le pays le mouvement de contestation s'étend, des centaines de manifestations continuent chaque jour. Toutes les catégories socioculturelles, ou confessions confondues manifestent contre le gouvernement Erdogan.

Les 3 et 4 juin, 48 heures de grèves ont eu lieu à l'appel des syndicats.

Parmi les manifestants venus d'horizons très divers, des cortèges de syndicalistes venus avec leurs

banderoles. Un ouvrier du bâtiment explique « On nous dit que l'économie turque fait partie des 17 meilleures au monde. Mais nous, on n'en voit aucune retombée. Il n'y a que les capitalistes qui en profitent ».

Ce qui se passe en Turquie est l'illustration de la colère, du ras-le-bol des jeunes, des travailleurs, du peuple, de tous ceux qui subissent les bas salaires, le chômage, les difficultés de plus en plus grandes.

Joint à cela il faut ajouter la politique autoritaire et fascisante et la restriction des libertés fonamen-

tales.

Cette lutte qui gagne en ampleur est un exemple de plus de l'agitation qui secoue l'ordre établi dans le monde entier.

Communistes

commission paritaire : N° 0114 P 11306

directeur de publication :

Georges MARCHAND

1170 Bd de la Paix 14220 HEROUVILLE

E'mail: communistes2@wanadoo.fr

Site: www.sitecommunistes.org

Envoi journal hebdo

Communistes.hebdo@wanadoo.fr

- imprimé par nos soins-